
Situation et perspectives de l'économie mondiale, 2011

Communiqué de presse

L'économie européenne se remet mais la reprise rencontre des risques majeurs

Les mesures d'austérité budgétaire prévues, ou en cours, entraînent les risques d'un nouveau déclin économique

Genève, 18 janvier 2011 – Le produit intérieur brut de l'Union européenne (UE-15) connut un taux de croissance de 1,7 % en 2010 et l'on s'attend à un ralentissement à 1,5 % en 2011 avant de se reprendre légèrement en 2012 à 1,9 %, selon le rapport des Nations unies *Situation et perspectives de l'économie mondiale 2011 (WESP)*. Parmi les nouveaux membres de l'UE, la reprise est encore fragile et elle reste encore très faible dans les économies en transition du Sud-Est de l'Europe.

Un redressement inégal dans les pays du groupe des 15 et dans le reste de l'Europe occidentale

Le rapport qui vient d'être publié montre que le déséquilibre économique européen provient de performances inégales, certains pays exhibant un taux de croissance positif alors que d'autres sont encore en récession même si une reprise minimale pointe à l'horizon. Le paysage économique de la région est dominé par des mesures d'austérité budgétaire.

Le rapport *WESP* déclare que les activités économiques de l'Europe occidentale ont bien repris durant la première moitié de 2010, grâce au rebondissement industriel poussé par les exportations, par différentes mesures de soutien aux budgets et par le renouvellement des stocks d'inventaires. Cependant, la croissance de la production a diminué durant la seconde moitié de 2010, faisant suite à un affaiblissement de la reprise du commerce mondial, à un changement du cycle des inventaires, à un arrêt des encouragements fiscaux et parfois, comme dans certains pays, à leur remplacement par des mesures d'austérité.

Le rapport indique que la croissance a repris, quoique faiblement, et qu'elle masque certaines fragilités importantes. Par exemple, la production industrielle demeure 12 % en dessous de son maximum d'avril 2008, ce qui montre que le redressement est loin d'être achevé. Les taux du chômage restent élevés dans de nombreux pays, étant dramatiques dans certains, comme l'Espagne. La reprise se fait à des rythmes variables. Un redressement relativement fort est observé à un bout du spectre, avec l'Allemagne en tête qui exhibe une expansion de 3,4 pour cent de son activité économique en 2010. Ceux-là furent capables d'exploiter pleinement l'amélioration du commerce mondial. À l'autre bout du spectre se trouvent les pays retranchés dans la crise budgétaire, comme la Grèce, l'Irlande, le Portugal et l'Espagne, pays qui stagneront dans la récession ou verront au mieux une reprise minimale.

Le rapport *WESP* prévoit une augmentation progressive, quoique modérée, de la consommation pour la plupart des pays d'Europe occidentale. La situation est bien pire dans les pays dotés de programmes de consolidation du budget comme la Grèce, dans lesquels on prévoit encore un déclin de la consommation jusqu'à la fin de 2012.

Un des facteurs principaux de la récession fut une réduction brutale des investissements dans les équipements et la construction. Il n'y a que peu de signes d'un retour des choses, sauf une première reprise de croissance des investissements dans la zone euro au deuxième trimestre de 2010. À part les pays qui ont adopté des programmes sévères de consolidation budgétaire, on s'attend à une reprise

progressive des investissements affichant des taux de croissance positifs, bien que modestes, pour 2011 et 2012.

Europe: Rates of growth of real GDP, 2007-2012^a

Annual percentage change						
	2007	2008	2009	2010 ^b	2011 ^c	2012 ^c
Western Europe	3.0	0.5	-4.1	1.7	1.6	2.0
European Union	3.0	0.5	-4.2	1.7	1.6	2.0
Austria	3.7	2.2	-3.9	1.8	2.0	2.1
Belgium	2.9	1.0	-2.8	2.0	1.0	1.6
Bulgaria	6.4	6.2	-4.9	0.4	3.4	5.5
Cyprus	5.1	3.6	-1.7	1.0	1.5	1.5
Czech Republic	6.1	2.5	-4.1	2.0	2.0	3.0
Denmark	1.7	-0.9	-4.7	1.4	1.8	2.0
Estonia	6.9	-5.1	-13.9	1.5	3.0	3.0
Finland	5.3	0.9	-8.0	2.6	3.0	2.5
France	2.4	0.2	-2.6	1.6	1.2	1.3
Germany	2.7	1.0	-4.7	3.4	2.2	2.5
Greece	4.5	2.0	-2.0	-4.8	-3.6	0.1
Hungary	1.0	0.6	-6.3	0.8	2.5	3.5
Ireland	5.6	-3.5	-7.6	-1.0	-0.9	1.5
Italy	1.5	-1.3	-5.0	1.3	1.1	1.2
Latvia	10.0	-4.2	-18.0	-0.8	3.0	3.8
Lithuania	9.8	2.9	-14.7	-0.6	2.7	3.5
Luxembourg	6.6	1.4	-3.7	3.2	2.0	2.6
Malta	3.7	2.6	-2.1	1.5	2.0	1.5
Netherlands	3.9	1.9	-3.9	1.8	1.5	2.4
Poland	6.8	5.1	1.7	3.6	4.2	5.5
Portugal	2.4	0.0	-2.6	0.8	-0.9	0.2
Romania	6.3	7.3	-7.1	-1.5	2.5	4.0
Slovakia	10.6	6.2	-4.7	3.8	3.5	4.0
Slovenia	6.9	3.7	-8.1	0.6	2.4	3.1
Spain	3.6	0.9	-3.7	-0.7	0.4	1.0
Sweden	3.3	-0.4	-5.1	4.3	3.4	3.0
United Kingdom	2.7	-0.1	-5.0	1.8	2.1	2.6
EU-15	2.8	0.3	-4.3	1.7	1.5	1.9
New EU member States	6.2	4.0	-3.6	1.9	3.2	4.3
Euro area^d	2.8	0.5	-4.1	1.6	1.3	1.7
Other Western Europe	3.3	1.4	-1.8	1.3	2.1	2.2
Iceland	6.0	1.0	-6.8	-3.4	0.5	0.5
Norway	2.7	0.8	-1.4	1.0	2.4	2.2
Switzerland	3.6	1.9	-1.9	1.8	1.9	2.2
South-Eastern Europe	6.1	4.3	-3.7	0.1	2.5	3.4
Albania	5.9	7.7	3.3	2.5	3.0	3.5
Bosnia and Herzegovina	6.2	5.7	-2.9	1.0	2.5	3.0
Croatia	5.5	2.4	-5.8	-1.7	1.6	2.7
Montenegro	10.6	7.0	-5.7	0.8	3.0	4.0
Serbia	6.9	5.5	-3.1	1.5	3.5	4.5
The former Yugoslav Republic of Macedonia	5.9	4.9	-0.7	1.5	3.0	4.0

Source: United Nations, *World Economic Situation and Prospects 2011*.

- a** Regional averages are calculated as a weighted average of individual country growth rates of gross domestic product (GDP), where weights are based on GDP in 2005 prices and exchange rates.
- b** Partly estimated.
- c** Forecasts, based in part on Project LINK.
- d** Based on membership as of December 2010.

Le chômage restera élevé dans les années qui viennent

Le taux de chômage a grimpé de 7,2 % en mars 2008 à 10,1 % en septembre 2010. La plus grande partie de son augmentation apparut durant 2009, le taux de chômage n'ayant augmenté que de 0,3 point de pourcentage supplémentaire depuis. Les cas de figure varient considérablement d'un pays à l'autre, le taux de chômage atteignant 20 % en Espagne, 14,1 % en Irlande et 10,0 % en France, alors qu'il est presque entièrement maîtrisé à 6,7 % en Allemagne. La légère augmentation de l'emploi en 2010 peut être le signe d'un changement. L'Allemagne a déjà dépassé le tournant, le taux de chômage étant déjà de 1 point de pourcentage au-dessous de son maxima de 2009, et d'autres pays de la région ayant déjà connu une amélioration. Par contre, le rapport *WESP* ne prévoit qu'un progrès modeste ou un blocage à des niveaux élevés dans les pays touchés par les dettes, dus à une récession persistante ou à une faible croissance, sous la contrainte des sévères programmes d'austérité budgétaire.

Le rapport de l'ONU affirme qu'il faudra des années pour que le plein emploi reprenne dans la région, les perspectives de croissance étant faibles et les problèmes structurels faisant obstacle dans certains cas. En Espagne, par exemple, le chômage est en grande partie causé par l'effondrement du secteur de la construction après une longue expansion du marché immobilier. L'emploi n'y reviendra pas de sitôt et les perspectives sont réduites par l'inadaptation de la formation de chômeurs de la construction aux exigences des nouveaux emplois. L'Italie est un autre exemple d'inadaptation des aptitudes aux nouvelles carrières, les perspectives modestes de croissance étant susceptibles d'ajouter encore à l'aggravation des taux de chômage.

Du stimulus à l'austérité

La politique budgétaire et les effets des stabilisateurs automatiques ont joué un rôle majeur dans l'adoucissement de l'impact de la crise mondiale sur les principales économies européennes. Cela se fit cependant au prix d'augmentations importantes des déficits budgétaires et de la dette publique. Le déficit de la zone euro augmenta de 2 % du produit intérieur brut en 2008 à 6,9 % en 2009, alors que le rapport entre la dette et le produit intérieur brut augmenta de 69,3 % à 78,7 %. Ces deux chiffres ont encore augmenté en 2010, selon le rapport *WESP*.

Le rapport de l'ONU affirme que des inquiétudes subsistent quant à la capacité de la Grèce à réduire sa dette publique alors que le Portugal et l'Irlande continuent de subir des contraintes budgétaires, faisant appel au secours international. L'Irlande a récemment obtenu une aide financière d'urgence de 85 milliards d'euros pour faire face à l'énorme augmentation de son déficit. D'autres seraient sur cette voie en 2011.

Les obligations nationales de l'Irlande, de la Grèce, du Portugal et de l'Espagne continuent à présenter des écarts élevés, et la contagion se propage en outre vers l'Italie et la Belgique. Les exigences d'une consolidation budgétaire se font de plus en plus pressantes. D'une manière générale, tous les états membres de la zone euro, à l'exception de la Finlande et du Luxembourg, sont censées consolider leur budget alors que leur déficit devrait observer la limite de 3 % du produit intérieur brut, imposée par le pacte de stabilité et de croissance. Dans la plupart des pays, les mesures d'austérité et de rigueur commenceront en 2011 alors que les déficits seront réduits sous la limite plafond d'ici deux à quatre ans. Par contre, les pays faisant face à des crises budgétaires plus profondes ont été contraints à ces mesures dès 2010, et s'attendent à encore plus de rigueur à moyen terme. Par exemple, le gouvernement grec se propose de réduire son déficit par plus de 10 points de pourcentage de son produit intérieur brut d'ici 2014, selon le rapport *WESP*.

Au début de la crise, les banques centrales ont diminué drastiquement leurs taux d'intérêt. La banque centrale européenne réduisit son taux d'intérêt, qui était de 4,25 % en juillet 2008, à 1,00 % en mai 2009, pour le maintenir à cette valeur jusqu'aujourd'hui. La banque d'Angleterre, comme d'autres banques européennes, a également dramatiquement réduit ses taux d'intérêt.

Depuis, les autorités monétaires ont utilisé des mesures non conventionnelles. La banque centrale européenne s'est concentrée sur les marchés monétaires. Elle a modifié et élargi ses opérations de financement de manière à fournir des fonds illimités à un taux d'intérêt fixe, prolongeant la durée de l'ensemble des crédits et facilitant les conditions de garantie. Au moyen d'un accord avec le gouvernement, la banque d'Angleterre a facilité le rachat des actifs garantis par le gouvernement britannique, et celui des actifs de haute qualité du secteur privé, ainsi que des obligations sociétaires. À sa suite, la banque centrale européenne a adopté des mesures de facilitation des prêts d'envergure pour

le rachat des obligations souveraines des pays de la zone euro. Certaines de ces mesures sont déjà épuisées, mais d'autres ne seront graduellement retirées de la circulation que durant la période 2011 à 2012. Le rapport WESP prévoit que les taux d'intérêt resteront bas durant 2011, et que d'éventuels resserrements ne sont pas attendus avant le début de 2012.

Les risques subsistent

Des tendances négatives sont encore présentes. L'impact des mesures d'austérité budgétaire en cours ou programmées, avec des taux de chômage encore élevés, pourrait entraîner de nouvelles défaillances de l'économie. Sans une réaction concertée de l'union européenne, la confiance dans l'euro pourrait en être ébranlée, les pays impliqués faisant partie de la zone monétaire commune. L'euro pourrait encore être surévalué, de même que d'autres monnaies régionales, vues les pressions sur le dollar américain. Une réévaluation des taux de change agirait sur la compétitivité des exportations et affaiblirait les facteurs de croissance de la zone euro.

Si la fragilité financière n'est pas maîtrisée, avertit le rapport *WESP*, les banques pourraient resserrer les crédits et empêcher ainsi la reprise des investissements. La consommation sera aussi ralentie si le marché du travail ne s'améliore que trop lentement. Par contre, les exportations pourraient être renforcées si les économies émergentes restent solides et les investissements pourraient s'amplifier si les prêts bancaires sont facilités plus tôt qu'il n'est prévu.

Un redressement prudent des économies des nouveaux membres de l'union européenne, grâce aux exportations

À la suite de la forte crise économique de 2009, les nouveaux membres de l'union européenne de l'Europe de l'Est ont connu un léger redressement en 2010. Ce redressement est principalement dû à un rebond des exportations, suite à une plus forte demande extérieure. Le rapport *WESP* considère cependant que ce redressement reste fragile dans la plupart de ces pays. Seules la Pologne et la Slovaquie ont démontré de bonnes performances économiques en 2010, leurs productions augmentant de plus de 3,5 %. Ailleurs, la reprise était faible et une stagnation économique perdurait en Lettonie, Lituanie et Roumanie. En moyenne, le produit intérieur brut des nouveaux membres de l'UE augmenta de 1,9 % en 2010 après avoir chuté de 3,6 % en 2009.

Les possibilités de mesures anticycliques plus fortes, susceptibles d'accélérer le redressement, sont limitées. Les déficits budgétaires sont importants, surtout dans les pays les plus affectés par la crise mondiale. Les déficits budgétaires de la Lettonie et de la Lituanie ont dépassé 8 % du produit intérieur brut en 2010. Tous les gouvernements des nouveaux membres de l'UE adopteront de sévères mesures d'austérité durant les trois ou quatre prochaines années pour essayer de restreindre leur déficit sous le plafond de 3 % du PIB fixé pour la zone euro. L'Estonie, ayant récemment rejoint la zone euro, a déjà atteint cet objectif et se propose d'équilibrer son budget à moyen terme.

On prévoit une amélioration de la croissance à 3,2 % en 2011. Mais pour atteindre les taux de croissance qui ont précédé la crise il faudra encore attendre, l'austérité budgétaire n'étant pas une aide immédiate dans ce sens. Le rapport WESP recommande des réformes structurelles profondes pour permettre une croissance soutenue à long terme. Une meilleure utilisation des fonds UE disponibles serait favorable à de telles réformes.

Les taux du chômage restent relativement élevés dans la plupart des nouveaux membres de l'UE bien qu'il y ait une amélioration dans certains cas. En Lettonie par exemple le taux de chômage est descendu à 15 % en août 2010, atteignant 19,7 % en 2009. Cependant, les chômeurs tendent à demeurer sans emploi pendant des périodes plus longues. Ceci est d'autant plus inquiétant que les mesures de stimulus budgétaire favorisant la création d'emplois touchent à leur fin et que les programmes d'austérité menacent les emplois officiels. On prévoit ainsi une stagnation des marchés du travail pour 2011.

Un redressement faible en Europe du Sud-est

Les économies en transition de la Communauté des états indépendants (CEI) et celles de l'Europe du Sud-Est ont repris remarquablement depuis leur chute causée par la crise mondiale. Le rapport de l'ONU considère que ce redressement est dû en priorité à des conditions extérieures plus favorables. Les pays de la CEI en particulier ont bénéficié des prix plus élevés des matières premières (*voir le communiqué de presse pour la CEI*). Par contre, les économies en transition de l'Europe du Sud-Est

sont restées ternes, étant donné que leur faible demande intérieure a annulé l'effet de la croissance des exportations. Le PIB de la région a augmenté d'un simple 0,1 % en 2010. La croissance des exportations a été le moteur principal d'un faible redressement en Bosnie-Herzégovine, au Monténégro, en Serbie et dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine en 2010. Cependant, la Croatie n'est pas sortie de la récession, le déclin combiné de la consommation et des investissements étant supérieur à la croissance des exportations.

Les perspectives de croissance du PIB de l'Europe du Sud-Est devraient se limiter à 2,5 % en 2011 mais pourraient monter à 3,4 % en 2012.

Le chômage a augmenté dans la région en 2010, à l'exception de l'Albanie. Il est particulièrement élevé en Bosnie-Herzégovine et dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine. Avec une certaine amélioration de la reprise économique en 2011, on prévoit la création d'emplois dans le secteur privé. De nombreux chômeurs sont restés sans travail pendant de longues périodes. Le rapport *WESP* prévoit une persistance probable de ce problème sans des mesures ciblées d'encouragement de la formation et de l'emploi dans le secteur officiel.

En plus de l'affaiblissement de la demande mondiale (*voir le communiqué de presse mondial*) les risques proviennent aussi de l'euroisation des crédits bancaires, particulièrement en Serbie, où pourrait s'établir un grand nombre de crédits non productifs à cause des incompatibilités des taux de change. Le secteur bancaire des pays de la région sera probablement directement affecté par toute détérioration ultérieure de la situation financière de la Grèce.

Pour plus d'informations ou pour un interview, contacter Newton Kanhema, tél. 1-212-963-5602, courriel kanhema@un.org. Département de l'Information

<http://www.un.org/esa/policy/wesss/wesp.html>

Situation et perspectives de l'économie mondiale est publié au début de chaque année par le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU (UN DESA), la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (UNCTAD) et les cinq commissions régionales des Nations unies

Publié par le Département de l'Information – DPI/2584 P